

RAISONS D'AGIR

*La chronique d'Hugues Puel **

LES CATHOLIQUES SOCIAUX

Avec la célébration du Centième anniversaire des Semaines sociales à Lille, les 23-26 septembre 2004, les catholiques sociaux sont dans l'actualité. En effet, 4800 personnes ont participé à cette très ample manifestation, dont 1500 venues d'une vingtaine de pays européens. De quoi faire les gros titres des journaux. Cela n'a pas été le cas. Les médias se sont peu intéressés à un événement qui n'était porteur d'aucun parfum de scandale, mais qui a mobilisé nombre de personnalités de premier rang (1) sans compter une pléiade de responsables des diverses ramifications du catholicisme social français et européen (2).

La vitalité du catholicisme social

Cette discrétion médiatique n'a pas échappé au *Courrier International* qui, sous le titre « La France, studieuse fille aînée de l'Église » traduit l'expression de surprise d'un journaliste anglais, Andreas Whittam Smith, devant l'événement : « De manière tout à fait imprévue, je me suis trouvé à la Semaine sociale de France, qui s'est tenue à Lille du 23 au 26 septembre dernier. La première chose qui m'a frappé, c'est le nombre considérable de participants. Je ne suis pas sûr qu'il existe un équivalent britannique à une telle échelle. Deux fois par an, le synode général de l'Église d'Angleterre rassemble un millier de personnes à Londres ou à York, et une partie des débats seulement est consacrée aux questions sociales. Un autre élément surprenant est l'absence du clergé. Contrairement aux synodes de l'Église d'Angleterre, où les évêques et autres clergymen sont présents en grand nombre, les Semaines Sociales de France réunissent essentielle-

ment des laïcs. J'ai entendu dire qu'il y avait douze évêques à Lille. Il devait s'agir d'observateurs silencieux, en tenue civile et assis au milieu de la foule (3) ».

Quelques semaines plus tard s'est tenu, dans le cadre de l'Université Jean Moulin Lyon 3, un colloque d'historiens sur les Cent ans des Semaines sociales. Il a donné l'occasion à une quarantaine de spécialistes d'histoire sociale et religieuse d'apporter de passionnantes contributions. Grâce aux responsables des Archives municipales de Lyon, nous disposons d'un guide des sources documentaires sur ces cent années, notamment les archives de la « Chronique sociale » qui fut à l'origine de cette vénérable institution, avec l'Université catholique de Lille (4). Furent rappelées les conditions de sa naissance en 1904 : l'alliance d'un milieu lyonnais d'engagement social face aux conditions difficiles des ouvriers, avec la figure de Marius Gonin, et d'un milieu lillois plus intellectuel de professeurs des Facultés catholiques de Lille, notamment Henri Lorin. Dans le contexte d'une séparation en cours de l'Église et de l'État, il s'agissait de marquer le territoire des chrétiens, non par des gémissements sur le malheur des temps, mais en analysant avec modestie et compétence une réalité sociale, complexe et évolutive. Cet engagement

* *Économiste, administrateur de l'association Economie & Humanisme*

(1) Romano Prodi, Jacques Delors, Jean-Claude Juncker, Pascal Lamy, Jacques Barrot, Bronislaw Geremek, le cardinal Roger Etchegaray...

(2) Voir, l'article de Henri Tincq, « Les chrétiens sociaux plaident pour une Europe plus juste. Le Centenaire des Semaines sociales fêté à Lille », *Le Monde* du 28 septembre 2004

(3) *The Independent* in *Courrier International*, 7-13 octobre 2004.

(4) *La science pour l'action. Cent ans de catholicisme social. Les semaines sociales de France. Guide des sources.* Archives municipales de Lyon, 2004, 212 p.



catholique s'est appuyé sur les sciences humaines et sociales (5).

Après la rupture de la première guerre mondiale, les Semaines reprennent et fonctionnent bien de 1919 à 1968 (6). La période est marquée par la ritualisation d'une institution où nombre de militants catholiques prennent l'habitude de se retrouver chaque année dans un climat de grande convivialité. Peu à peu, le sérieux du travail intellectuel change la place des catholiques dans la société ; évolution qui va de pair avec l'émergence d'un laïcat organisé dans l'Église, notamment sous l'influence des mouvements d'Action catholique. Les Semaines sociales capitalisent les expériences des militants et donnent une traduction de ces engagements qui soit compatible avec le magistère romain. Les Semaines sociales exercent une double médiation à la fois *ad intra* et *ad extra* par une modernisation du langage de l'Église, inspirée des sciences humaines et sociales. Certes, elles ne sont pas le seul organisme à agir en ce sens : la Paroisse Universitaire et le Centre Catholique des Intellectuels Français y contribuent aussi.

Un poil à gratter : Économie et Humanisme

Pendant la deuxième guerre mondiale, les Semaines sociales ne peuvent tenir leur session annuelle. Après la Libération, tout reprend comme avant. Leurs dirigeants écartent la suggestion du Père Lebreton, dont le mouvement Économie et Humanisme, récemment créé, était en pleine expansion, de changer la pédagogie des Semaines en faisant moins appel aux leçons doctrinales et davantage à l'expérience des militants. Les raisons d'agir du nouveau mouvement étaient en effet d'inspiration « révolutionnaire », non pas au sens violent de conquête de l'appareil d'État, mais dans la perspective d'un changement radical, grâce aux prises de cons-

science réalisées par l'enquête avec la participation des populations ; ceci pour aboutir à une transformation modernisée des structures de la société. Les Semaines sociales poursuivaient leur travail selon un objectif de modernisation plus modéré, moins enraciné dans la société. Elles mobilisaient également les sciences sociales, mais selon un savoir beaucoup moins analytique (7), davantage professoral et faisant appel à une pédagogie traditionnelle (8). L'apogée des Semaines sociales fut atteint en 1964 avec la Semaine sociale de Lyon : 5000 participants. Après plusieurs sessions contestées à partir de 1968, ce fut la décision d'arrêt, à Lyon en 1973, devant moins de 400 participants.

Selon la formule de l'historien Denis Pelletier, les Semaines sociales ont survécu à leur propre mort. Elles ont connu une relance improbable avec des hommes comme Jean Gélamur, Jean Boissonnat, Michel Camdessus (actuel président). Mais cette relance se fait sur d'autres bases. L'initiative ne vient plus de Lyon et de Lille, mais de Paris. Des militantismes différents y sont convoqués. Le rapport au public présent n'est plus le même : place est faite aux forums et aux discussions. Quant au contexte, il a considérablement changé, face à une Église largement réformée par le Concile Vatican II. Comme le note Denis Pelletier, les Semaines sociales manifestent l'intelligence politique des catholiques sociaux en France. En 2004 à Lille, les Semaines sociales sont devenues européennes : le pas est décisif, mais laisse entier le choix des orientations futures à prendre, notamment en coopération avec les catholiques allemands.

(5) Les Semaines sociales naissent aussi dans le contexte de la crise moderniste avec les crispations romaines de l'ère Pie X : les rapports avec Rome sont difficiles et les responsables du nouveau mouvement cherchent des appuis au Vatican et parmi les évêques.

(6) On trouvera dans le *Guide des sources* la liste complète des différentes sessions des Semaines sociales de 1904 à 2004, p. 10 et 11.

(7) Que l'on pense aux diagrammes des enquêtes d'Économie et Humanisme des années 1945-1955.

(8) La question de la pédagogie ressurgira avec éclat à partir de 1968.

Le mouvement Économie et Humanisme n'a jamais été représenté à la commission centrale des Semaines sociales. Comme je l'ai noté dans mon ouvrage qui tente de donner une interprétation à la longévité de notre mouvement (9), celui-ci apparaît comme appartenant à la matrice du catholicisme social ; toutefois son orientation est originale dans sa référence à un humanisme ouvert aux dimensions spirituelles, mais sans mention de la doctrine sociale catholique, qui n'est, dans ce mouvement, qu'une matière à option. Si Leuret s'inspire de la tradition chrétienne et en particulier de l'Évangile, il puise aussi largement dans l'œuvre de Karl Marx, où il découvre l'économie avec le poids des infrastructures techniques, des appareils économiques et des rapports sociaux. Leuret considère avant tout les structures à transformer par l'action collective, la promotion d'enquêtes aux méthodes imaginatives et le soutien aux militants engagés auxquels il apporte, pour ceux qui le désirent, un soutien spirituel de nature explicitement évangélique (10). Très significatif de ce positionnement d'Économie et Humanisme est l'appui à la déconfectionnalisation de la CFDT (11).

Le catholicisme social dépasse les Semaines sociales

En général, on fait commencer le catholicisme social avec l'encyclique de Léon XIII sur les problèmes sociaux, *Rerum Novarum*, parue en 1891. Celle-ci a donné une importante impulsion à ce mouvement, mais ne l'a pas créé. Le catholicisme social apparaît pendant la deuxième décennie du XIX^{ème} s., au moment des débuts de la révolution industrielle et de la naissance de la classe ouvrière en France. Ce sont des prélats légitimistes, horrifiés par la Révolution française, qui découvrent ce qu'on a appelé « la question sociale ». Ce sont eux qui s'intéressent au sort des nouveaux prolétaires, livrés par le capitalis-

me naissant à des conditions de travail inhumaines et agglutinés dans les nouvelles banlieues à la recherche d'un toit. Ce sont eux qui dénoncent leurs conditions de travail et de logement. Leurs raisons d'agir sont évangéliques, mais politiquement réactionnaires. Ils identifient le libéralisme politique de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen avec le libéralisme économique. Ils déplorent la disparition des corporations, comme celle de la chrétienté, et condamnent l'âpreté au gain de la nouvelle classe d'entrepreneurs, acharnés à créer les conditions de leur avènement, grâce à ce que Marx appelait l'accumulation primitive (12).

Plus tard, dans les années 1830-1840, des catholiques sociaux commencèrent à se rallier à un socialisme chrétien et à accepter l'idée démocratique issue de la Révolution de 1789. Au moment de la révolution de 1848, les curés bénissaient les arbres de la liberté. Une alliance de l'Église et de la bourgeoisie se produisit avec Napoléon III qui négocia avec l'Église catholique la liberté de l'enseignement, en échange de son ralliement à ce régime de despotisme éclairé. Ce pacte implicite pesa lourd dans les conflits ultérieurs, qui aboutirent à la séparation de l'Église et de l'État en 1905 et à la définition de la laïcité à la française. Lorsque Léon XIII publie *Rerum Novarum*, il dynamise un catholicisme social français qui demeure ambigu dans ses motivations politiques. En effet, son appel de l'année suivante au ralliement des catholiques à la République ne réussit à convaincre ni la plupart des évêques, ni la grande majorité des pratiquants.

(9) H. Puel, *Économie et Humanisme dans le mouvement de la modernité*, Paris, Le Cerf, 2004, p. 45.

(10) Voir en particulier les ouvrages publiés de 1945 à 1968 par Économie et Humanisme dans sa collection « Spiritualité » aux Éditions ouvrières.

(11) Voir Denis Pelletier, *Économie et Humanisme. De l'utopie communautaire au combat pour le Tiers-monde 1941-1966*, Paris, Le Cerf, 1996. Voir aussi pour la déconfectionnalisation de la CFDT, mon ouvrage p. 50-56.

(12) Sur cette histoire, lire J.-B. Duroselle, *Les débuts du catholicisme social, 1822-1870*, Paris, PUF, 1951.



On peut ranger ou ne pas ranger sous la bannière du catholicisme social des mouvements fort divers : le syndicalisme, avec la CFTC qui maintient explicitement dans ses statuts une référence à la doctrine sociale chrétienne, et la CFDT sécularisée, où les raisons d'agir de nombreux militants relèvent d'un humanisme chrétien explicite ou implicite, à côté de beaucoup d'autres pourvus d'autres références religieuses ou étrangers à toute croyance. On peut s'interroger sur le tiers-mondisme catholique (13), ainsi que sur toutes les formes de tiers-mondisme révolutionnaires ou réformistes. On pourrait s'intéresser aux formes diverses du catholicisme social en Europe, dans des pays comme la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Espagne et au Nouveau monde, avec les États-Unis, le Québec, ainsi que différents pays d'Amérique Latine avec leur théologie de la libération.

La foi est-elle une raison d'agir ?

On connaît le vers célèbre de Racine : « la foi qui n'agit point, est-ce une foi sincère ? ». On connaît aussi la célèbre controverse entre Luther et le pape romain, au début du XVI^{ème} s., sur la question des œuvres et de la foi. Mais la foi est-elle une raison d'agir ou de ne pas agir ?

Les catholiques sociaux pensent que la foi est une raison d'agir, car la foi en Dieu fonde la foi en l'homme. En effet, selon le christianisme, la découverte de Dieu se fait, à la suite de Jésus-Christ, au cœur de l'humanité, en particulier, dans l'humanité pauvre, souffrante et fragile. La transcendance se révèle ainsi au cœur de l'immanence, ce qui signifie que les raisons d'agir des catholiques se traduisent non pas d'abord en manifestations religieuses, mais dans le langage de la vie quotidienne et dans les plus modestes services rendus à autrui. En découlent leurs engagements sociaux et politiques, aux côtés de conci-

toyens d'inspirations diverses, pour la promotion d'une société de paix et de justice. D'où aussi les travaux de réconciliation, d'aide aux plus démunis, de soutien à des innovations sociales et la recherche de modes de vie plus humains. Les catholiques sociaux ne sont pas les seuls sur le terrain (14).

Le philosophe existentialiste Francis Jeanson témoignait naguère de *La foi d'un incroyant* (15). Il est vrai que l'humanisme agnostique, notamment socialiste, peut fonder, autant que la foi chrétienne, un engagement généreux pour la solidarité et la justice. C'est d'ailleurs sur cette idée que l'association Économie et Humanisme a dirigé la rédaction d'un récent ouvrage, et qu'une pléiade d'historiens a accepté un tel questionnement de départ sur les inspirations des humanismes vécus (16). Un maire franc-maçon a ainsi demandé à Économie et Humanisme d'animer les débats d'historiens aux raisons d'agir fort diverses, allant de l'athéisme revendiqué à l'engagement chrétien le plus conscient. Chacun a ainsi accepté de travailler en historien sur la question politico-philosophique des humanismes vécus, dans la diversité des pratiques économiques, sociales et professionnelles, au fil de l'histoire lyonnaise.

Dans un autre livre, Francis Jeanson cite le philosophe Alain qui disait : « la foi en l'homme est pénible à l'homme » (17). Les catholiques sociaux savent aussi cela, mais trouvent dans leur foi évangélique les ressorts d'engagements renouvelés.

Hugues Puel

(13) Dont Denis Pelletier a montré en Lebrat la figure fondatrice.

(14) Même si un maire communiste de banlieue défavorisée reconnaissait récemment qu'il ne pourrait pas faire grand chose comme action sociale dans sa commune sans la présence des militants chrétiens dans les associations.

(15) Ouvrage paru sous ce titre en 1963, aux Éditions du Seuil.

(16) Lyon, *L'humaniste. Depuis toujours, ville de foi et de révoltes*. Paris, Éditions Autrement, 2004.

(17) F. Jeanson, *Lignes de départ*, Paris, Le Seuil, 1963, p. 109.